

# Plan de gestion du PAM pour 2021-2023

## Note d'information complémentaire

### Contexte

Le Plan de gestion du PAM pour 2021-2023 présente le programme de travail du PAM prévu ainsi que l'appui budgétaire nécessaire à sa mise en œuvre en 2021. Les chiffres qu'il contient se rapportent aux besoins opérationnels prévus et aux prévisions concernant les ressources disponibles pour y faire face. Or, compte tenu de la nature des activités du PAM, les besoins opérationnels évoluent en permanence et sont sujets à modification après la publication des plans de gestion.

Tel est particulièrement le cas en 2020, année au cours de laquelle l'ampleur, la portée et l'échelonnement dans le temps des répercussions de la pandémie de COVID-19 continuent d'évoluer dans les pays d'intervention et dans les pays donateurs du PAM. Cela crée une incertitude sans précédent autour de l'anticipation des besoins et des prévisions de contributions.

Les toutes dernières analyses du PAM font apparaître qu'il est fort peu probable que la situation mondiale en matière de sécurité alimentaire s'améliore en 2021. La plupart des indicateurs laissent présager une nouvelle dégradation de la situation en raison des conséquences sanitaires et socioéconomiques de la deuxième vague de la pandémie de COVID-19. D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le nombre de personnes sous-alimentées de manière chronique, estimé actuellement à 690 millions, pourrait augmenter de jusqu'à 132 millions de personnes, tandis que le PAM estime pour sa part que le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë a doublé, passant de 135 millions à la fin de 2019 à 270 millions. Selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, plus de 30 millions de personnes réparties dans 36 pays se trouvent dans une situation d'urgence, voire dans une situation plus grave encore. Huit pays<sup>1</sup> comptent chacun plus d'un million de personnes en situation d'urgence, et il ressort du tout dernier rapport d'analyse des points sensibles établi par la FAO et le PAM que quatre pays<sup>2</sup> courent un risque élevé de famine dans les mois à venir.

La présente note d'information complémentaire, qui accompagne le Plan de gestion pour 2021-2023, vise à communiquer au Conseil d'administration un récapitulatif des dernières prévisions en date concernant les besoins opérationnels et les ressources disponibles pour 2021, qui sont principalement la conséquence des répercussions de la pandémie de COVID-19.

### Besoins opérationnels prévus pour 2021

Le Plan de gestion du PAM pour 2021-2023 prend en considération les prévisions établies en juin 2020, et donc en grande partie les besoins cumulés tels qu'ils étaient envisagés avant la pandémie de COVID-19. Pour 2021, il prévoit des besoins opérationnels d'un montant de 12,3 milliards de dollars É.-U. correspondant à 101 millions de bénéficiaires, à comparer à des prévisions de contributions s'élevant à 7,4 milliards de dollars, soit un déficit de financement prévu de 40 pour cent.

---

<sup>1</sup> L'Afghanistan, l'Éthiopie, la République bolivarienne du Venezuela, la République démocratique du Congo, le Soudan, le Soudan du Sud, le Yémen et le Zimbabwe.

<sup>2</sup> Le Burkina Faso, le Nigéria (nord-est), le Soudan du Sud et le Yémen.



Le PAM s'efforce actuellement de maintenir ses opérations pour prêter assistance aux bénéficiaires qui avaient été prévus avant la survenue de la pandémie de COVID-19, mais aussi de transposer ses interventions à plus grande échelle pour porter secours aux nouveaux bénéficiaires touchés par la pandémie. Dans certains cas, des révisions budgétaires ont été nécessaires pour tenir compte de l'augmentation du nombre de bénéficiaires, tandis que dans d'autres, le renforcement des interventions est assuré dans le cadre des opérations en cours en adaptant les programmes. Ces modifications ont une incidence tout à la fois sur les besoins planifiés pour 2020 et sur ceux planifiés pour 2021.

Les besoins qui avaient été planifiés pour 2020 ont été portés à 13,6 milliards de dollars, pour venir en aide à 127 millions de bénéficiaires. Ceux prévus pour 2021 au 11 novembre 2020 à partir des révisions budgétaires approuvées et en cours ont été portés à 13,1 milliards de dollars afin de prêter assistance à 107 millions de bénéficiaires. D'après les indications transmises par les bureaux de pays, ces chiffres devraient augmenter et dépasser les besoins actuellement prévus pour 2020, car d'autres révisions budgétaires sont en cours de traitement.

### **Contributions prévues**

Depuis la publication du Plan de gestion, les prévisions de recettes provenant des contributions ont augmenté pour 2020 et 2021, passant de 7,7 milliards de dollars à 8,2 milliards de dollars pour 2020, et de 7,4 milliards de dollars à 7,8 milliards de dollars pour 2021.

Ces révisions entraîneront une augmentation des recettes estimées provenant du recouvrement des coûts d'appui indirects pour 2020 et 2021. La proposition de budget administratif et d'appui aux programmes (AAP) pour 2021 et d'utilisation du Compte de péréquation des dépenses AAP présentée au Conseil pour approbation demeure inchangée par rapport au Plan de gestion pour 2021-2023 publié. Cela aura donc un effet positif sur le solde prévu du Compte de péréquation des dépenses AAP pour 2020 et 2021. D'après les estimations, le solde de clôture de ce compte pour 2021 devrait ainsi augmenter de 50,1 millions de dollars, passant de 125,4 millions de dollars à 175,5 millions de dollars.

### **Nouvelles mises à jour**

Les membres du Conseil d'administration pourront prendre connaissance des tout derniers plans établis à partir des besoins lors de l'examen des révisions budgétaires présentées pour approbation et en consultant le portail de données sur les plans stratégiques de pays une fois que les révisions auront été approuvées.

